

*Le budget*

Dans une certaine mesure, les gens souffrent autant ou plus que durant la grande crise des années 1930. Il ne faut pas leurrer les gens en leur disant qu'il s'agit là d'une récession qui se termine. Depuis deux ans, on se sert du Parlement pour tenter de faire croire aux Canadiens que la récession est derrière nous. Mais la récession ne se résorbera pas à moins que les dirigeants nationaux et provinciaux fassent preuve de leadership.

En dollars de 1991, la dette de ma province en 1944 et celle du gouvernement fédéral en 1945 étaient beaucoup plus lourdes que celle que nous avons aujourd'hui. Tout cela est relatif. En 1956, ma province, partie presque de la faillite, avait remboursé toute la dette des terribles années 1930 et de la Deuxième Guerre mondiale. Le gouvernement fédéral a remboursé toute sa dette des années 1930 et de la Deuxième Guerre mondiale. Cette dette, c'est envers nous-mêmes que nous l'avons contractée parce que nous avons financé nous-mêmes notre effort de guerre.

Ce dont nous avons besoin, c'est du courage et de la volonté politiques de prendre un risque et de mettre les Canadiens au défi de reconstruire notre pays d'un bout à l'autre.

Il suffit de regarder autour de soi pour constater tout ce qu'il y a à faire. Dans toutes les villes canadiennes, il y a d'interminables listes d'attente pour l'accès aux soins de longue durée, aux logements coopératifs, aux logements pour personnes âgées, aux habitations à loyer modéré. La plupart de nos municipalités ont besoin de reconstruire ou de rénover leurs systèmes d'égout et d'aqueduc de même que leurs rues et leurs trottoirs.

Il nous faut constituer un fonds national auquel le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et les municipalités contribueront et où ils pourront emprunter. Les emprunteurs pourraient payer 4 p. 100 d'intérêt et le gouvernement fédéral pourrait payer la différence. Cela permettrait de donner du travail aux Canadiens.

• (1720)

J'invite mes collègues à lire le livre du professeur Bellan de l'Université du Manitoba, qui n'est pas néo-démocrate, intitulé *The Unnecessary Evil*. Il bat en brèche la fixation des députés de la Chambre des communes, dont certains de mon propre parti, sur le déficit et l'endettement. La majeure partie de notre dette est de l'argent que nous nous devons à nous-mêmes. Nous nous devons à nous-mêmes 80 p. 100 de notre dette nationale. J'achète religieusement des obligations d'épargne du Canada chaque année et le gouvernement me rembourse en ajoutant de bons intérêts, mais je les achète parce que je le veux bien.

Il est indéniable que notre société aurait dû depuis longtemps adopter une nouvelle orientation, changer sa nature et adopter de nouveaux objectifs. Peu importe que le gouvernement soit conservateur, libéral ou néo-démocrate. Il faut avoir le courage et la volonté politiques d'agir, de donner une nouvelle orientation à notre gouvernement et à notre société. Évidemment, pour cela, il faudrait accroître le déficit à court terme, mais on ne pourra rembourser la dette nationale qu'à la condition d'atteindre le plein emploi. Les travailleurs paient de l'impôt. Dans la plupart des cas, les gens ne veulent pas de soins à domicile. Si les gens travaillent, les prestations d'assurance-chômage et de nombreuses autres prestations deviennent inutiles.

Nous pourrions refaire ce que nous avons fait pendant la guerre. Au moment de la déclaration de guerre, le Canada a été magnifique. Il a réuni un million d'hommes et de femmes sous les drapeaux. En 1942 et 1943, à 17 ans, j'ai travaillé dans un chantier naval. J'étais bien rémunéré, je payais mes impôts et j'achetais des certificats d'épargne de guerre et des obligations d'épargne du Canada.

Nous pouvons refaire la même chose. Je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas ou ne devrions pas le faire. Les économistes que j'écoute à la radio ou à la télé et que je lis dans les journaux n'ont jamais eu à chercher du travail. Ils n'y connaissent rien — et si vous me pardonnez l'expression, monsieur le Président — ils n'y connaissent rien ni du cul ni de la tête.

Ce changement que je réclame n'a rien de radical, ce n'est pas du socialisme exacerbé; c'est ce que les gens de ce pays ont fait, les gens de ma province aussi.

Le gouvernement veut-il favoriser l'unité nationale? Qu'il adopte une politique du plein emploi pour que les gens dans tout le Canada, y compris le Québec, aient confiance dans l'avenir. Mais pour ça, il faut que tous ces gens, qui soit nous gouvernement soit nous conseillent, abandonnent ces ridicules idées qui datent de la fin du siècle dernier et des années 30. Il nous suffit d'un peu d'imagination et de volonté et nous y arriverons. L'argent est là et nous pouvons nous arranger pour qu'il y reste. Nous pouvons faire tout ce qui doit être fait.

Quand je lis dans le budget qu'on va annuler le programme de coopératives de logements, je frémis. On ne devrait pas l'annuler, on devrait en doubler ou en tripler l'importance. Quand on permet aux gens d'utiliser leurs propres économies pour s'acheter une maison puis de les rembourser, tout ce qu'on fait c'est qu'on les encourage à utiliser leur propre argent pour s'acheter une maison. J'ai trouvé que c'était une bonne idée de la part de la SCHL de réduire la mise de fonds de 10 à 5 p. 100. Génial! Je me souviens quand j'ai acheté ma première maison. Je venais